

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**DÉPARTEMENT DE LA RÉUNION**  
**COMMUNE DE LA POSSESSION**  
**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS**  
**AFFAIRE N°12/JUIN/2025**

**NOMBRE DE CONSEILLERS  
EN EXERCICE : 39**

**SÉANCE DU 25 JUIN 2025**

**NOTA :**

Le Maire certifie que :

- La convocation a été adressée le :  
18 juin 2025 (L.2121-17 du CGCT)
- La synthèse des votes du Conseil  
Municipal a été affichée et mise en ligne le :  
02 juillet 2025

Le Maire



Vanessa MIRANVILLE

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq juin à seize heures trente s'est réuni en séance ordinaire le Conseil Municipal de La Possession sous la présidence de Mme Vanessa MIRANVILLE, Maire et sous la présidence de M. Christophe DAMBREVILLE, premier adjoint, pour les affaires N°11 à 18.

**ÉLUS PRÉSENTS :**

Vanessa MIRANVILLE - Christophe DAMBREVILLE - Michèle MILHAU - Jocelyne DALELE - Jean Marc VISNELDA - Marie Line TARTROU - Henri ANANELIVOUA - Armand VIENNE - Denise FLACONEL - Christian JOLU - Christopher CAMACHETTY - Marie Josée POLEYA - Éliette DABIEL TABLEAU - Sylvio DIJOUX - Pascale VAR COURTOIS - Claude CELESTE - Édith LO-PAT - Jean Bernard MONIER - Fabiola LAGOURDE - Édmée DUFOUR - Camille BOMART - Mireille GERBITH - François DELIRON - Laurent MARCELINA - Marie-Annick DOBARIA - Yannick POULOT

**ÉLUS REPRÉSENTÉS :**

Florence HOAREAU procuration à Marie-Annick DOBARIA - Jacqueline LAURET procuration à Jocelyne DALELE - Charles DE LAUNAY procuration à Marie Line TARTROU - Valérie MAREUX TRECASSE procuration à Christopher CAMACHETTY - Gilles HUBERT procuration à Fabiola LAGOURDE

**ÉLUS ABSENTS :**

Maxime FROMENTIN - Houssamoudine AHMED - Odile ABRAL - Frédérique GRONDIN - Amandine TAVEL - Marceau JULENON - Philippe ROBERT - Fabienne ILAHA

Vanessa MIRANVILLE n'a pas pris part au vote pour cette affaire.

---

Il a été procédé conformément à l'article L. 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à la désignation d'un secrétaire de séance.

M. Armand VIENNE a obtenu l'unanimité des voix, a été désignée pour remplir ces fonctions, il a déclaré accepter.

Le Conseil Municipal étant en nombre suffisant (26 élus présents à l'ouverture de séance) pour délibérer valablement, le Maire a déclaré la séance ouverte.

---

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

**AFFAIRE N°12 : APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2024 – BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE**

Le Compte Administratif est le résultat de l'exécution budgétaire au terme de l'année écoulée. Le Président de séance précise que la présentation du Compte Administratif du Budget Principal 2024 de la ville se résume comme suit :

RESULTAT DE L'EXERCICE					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1) ou solde (A) (1)	
<b>TOTAL DU BUDGET</b>	74 017 819,65	79 210 310,68	1 889 860,07	A1	7 082 351,10
Investissement	17 982 670,58	19 407 805,72 (2)	222 004,44	A2	1 647 139,58
Dont 1068		5 929 826,75			
Fonctionnement	56 035 149,07	59 802 504,96 (3)	1 667 855,63	A3	5 435 211,52

RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)
<b>TOTAL des RAR</b>	I + II	7 407 545,37	III + IV	2 157 201,97	B1 -5 250 343,40
Investissement	I	7 407 545,37	III	2 157 201,97	B2 -5 250 343,40
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)		
<b>TOTAL</b>	<b>A1 + B1</b>	1 832 007,70
Investissement	A2 + B2	-3 603 203,82
Fonctionnement	A3 + B3	5 435 211,52

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

L'état des restes à réaliser d'investissement par chapitre se présente comme suit :

**DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(I) 7 407 545,37</b>
018	RSA	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (3)	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)	614 143,68
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	356 335,39
21	Immobilisations corporelles (3)	5 214 736,56
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	1 080 320,22
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	142 009,52
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(II) 0,00</b>
011	Charges à caractère général (4)	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00

**DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)**

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
<b>SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL</b>		<b>(III) 2 157 201,97</b>
018	RSA	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	2 157 201,97
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	0,00
<b>SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL</b>		<b>(IV) 0,00</b>
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
731	Fiscalité locale	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00
013	Atténuations de charges (4)	0,00
016	APA	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Le détail par chapitre des sections de fonctionnement se présente comme suit :

DEPENSES								
Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
<b>TOTAL</b>		<b>59 180 710,63</b>	<b>54 814 227,18</b>	<b>1 220 921,89</b>	<b>0,00</b>	<b>3 145 561,56</b>	<b>467,89</b>	<b>56 034 681,18</b>
011	Charges à caractère général (3)	8 103 791,03	6 910 980,31	539 717,54	0,00	653 093,18	0,00	7 450 697,85
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	33 930 000,00	33 503 941,36	3 088,13	0,00	422 970,51		33 507 029,49
014	Atténuations de produits	503 000,00	21 467,00	427 875,12	0,00	53 657,88		449 342,12
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	8 812 919,60	8 003 099,20	250 241,10	0,00	559 579,30	467,89	8 252 872,41
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
<b>Total des dépenses de gestion des services</b>		<b>51 349 710,63</b>	<b>48 439 487,87</b>	<b>1 220 921,89</b>	<b>0,00</b>	<b>1 689 300,87</b>	<b>467,89</b>	<b>49 659 941,87</b>
66	Charges financières	1 066 000,00	994 274,36	0,00	0,00	71 725,64		994 274,36
67	Charges spécifiques (3)	25 000,00	5 767,01	0,00	0,00	19 232,99		5 767,01
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100 000,00	100 000,00			0,00		100 000,00
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>1 191 000,00</b>	<b>1 100 041,37</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>90 958,63</b>		<b>1 100 041,37</b>
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>52 540 710,63</b>	<b>49 539 529,24</b>	<b>1 220 921,89</b>	<b>0,00</b>	<b>1 780 259,50</b>	<b>467,89</b>	<b>50 759 983,24</b>
023	Virement à la section d'investissement	3 240 000,00	0,00					
042	Opérations ordre transf. entre sections (4)	3 400 000,00	5 274 697,94			-1 874 697,94		5 274 697,94
043	Opérations ordre intérieur de la section	0,00	0,00			0,00		0,00
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>6 640 000,00</b>	<b>5 274 697,94</b>			<b>1 365 302,06</b>		<b>5 274 697,94</b>
<b>Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>0,00</b>						
<b>Total des dépenses de fonctionnement cumulées</b>		<b>59 180 710,63</b>	<b>54 814 227,18</b>	<b>1 220 921,89</b>	<b>0,00</b>	<b>3 145 561,56</b>	<b>467,89</b>	<b>56 034 681,18</b>

RECETTES						
Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
<b>TOTAL</b>		<b>57 512 855,00</b>	<b>59 165 310,99</b>	<b>637 193,97</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 289 649,96</b>
013	Atténuations de charges (3)	603 000,00	580 558,13	0,00	0,00	22 441,87
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	3 128 000,00	3 021 543,34	637 193,97	0,00	-530 737,31
73	Impôts et taxes (sauf 731)	18 198 434,00	18 038 946,12	0,00	0,00	159 487,88
731	Fiscalité locale	24 756 717,00	24 094 221,00	0,00	0,00	662 496,00
74	Dotations et participations (3)	9 644 404,00	10 470 997,97	0,00	0,00	-826 593,97
75	Autres produits de gestion courante (3)	267 300,00	275 257,70	0,00	0,00	-7 957,70
<b>Total des recettes de gestion des services</b>		<b>56 597 855,00</b>	<b>56 481 524,26</b>	<b>637 193,97</b>	<b>0,00</b>	<b>-520 863,23</b>
76	Produits financiers	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
77	Produits spécifiques (3)	5 000,00	2 482 117,15	0,00	0,00	-2 477 117,15
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	400 000,00	0,00			400 000,00
<b>Total des recettes financières</b>		<b>455 000,00</b>	<b>2 482 117,15</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 027 117,15</b>
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>57 052 855,00</b>	<b>58 963 641,41</b>	<b>637 193,97</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 547 980,38</b>
042	Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)	460 000,00	201 669,58			258 330,42
043	Opérations ordre intérieur de la section (6)	0,00	0,00			0,00
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>460 000,00</b>	<b>201 669,58</b>			<b>258 330,42</b>
<b>Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1</b>		<b>1 667 855,63</b>				
<b>Total des recettes de fonctionnement cumulées</b>		<b>59 180 710,63</b>	<b>60 833 166,62</b>	<b>637 193,97</b>	<b>0,00</b>	<b>-2 289 649,96</b>

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

En section d'investissement la vision par chapitre se présente comme suit :

### En dépenses

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
<b>TOTAL</b>		<b>40 755 541,83</b>	<b>17 982 670,58</b>	<b>7 407 545,37</b>	<b>15 365 325,88</b>	<b>4 676 935,50</b>	<b>13 305 735,08</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 656 937,25	1 427 427,63	614 143,68	1 615 365,94	954 031,13	473 396,50
204	Subventions d'équipement versées (7)	643 297,94	141 531,32	356 335,39	145 431,23	0,00	141 531,32
21	Immobilisations corporelles	14 341 183,59	6 923 324,00	5 214 736,56	2 203 123,03	1 402 475,88	5 520 848,12
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	7 882 070,71	3 483 883,66	1 080 320,22	3 317 866,83	2 320 428,49	1 163 455,17
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses d'équipement</b>		<b>26 523 489,49</b>	<b>11 976 166,61</b>	<b>7 265 535,85</b>	<b>7 281 787,03</b>	<b>4 676 935,50</b>	<b>7 299 231,11</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 950,00	1 950,00	0,00	0,00		1 950,00
13	Subventions d'investissement	584,00	583,06	0,00	0,94		583,06
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	4 069 416,00	3 887 234,74	0,00	182 181,26		3 887 234,74
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 120 102,34	1 892 579,36	142 009,52	85 513,46	0,00	1 892 579,36
<b>Total des dépenses financières</b>		<b>6 192 052,34</b>	<b>5 782 347,16</b>	<b>142 009,52</b>	<b>267 695,66</b>	<b>0,00</b>	<b>5 782 347,16</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	470 000,00	0,00	0,00	470 000,00	0,00	0,00
<b>Total des dépenses réelles</b>		<b>33 185 541,83</b>	<b>17 758 513,77</b>	<b>7 407 545,37</b>	<b>8 019 482,69</b>	<b>4 676 935,50</b>	<b>13 081 578,27</b>
040	Opérations ordre transf. entre sections (5)	460 000,00	201 669,58		258 330,42		201 669,58
041	Opérations patrimoniales (6)	7 110 000,00	22 487,23		7 087 512,77		22 487,23
<b>Total des dépenses d'ordre</b>		<b>7 570 000,00</b>	<b>224 156,81</b>		<b>7 345 843,19</b>		<b>224 156,81</b>
<b>Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté</b>		<b>0,00</b>					
<b>Total des dépenses d'investissement cumulées</b>		<b>40 755 541,83</b>	<b>17 982 670,58</b>	<b>7 407 545,37</b>	<b>15 365 325,88</b>	<b>4 676 935,50</b>	<b>13 305 735,08</b>

### En recettes

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
<b>TOTAL</b>		<b>40 533 537,39</b>	<b>19 407 805,72</b>	<b>2 157 201,97</b>	<b>18 968 529,70</b>
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	13 405 765,09	4 641 708,32	2 157 201,97	6 606 854,80
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 000 000,00	2 500 000,00	0,00	500 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	51 500,00	3 712,92	0,00	47 787,08
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	16 259,00	16 258,18	0,00	0,82
<b>Total des recettes d'équipement</b>		<b>16 473 524,09</b>	<b>7 161 679,42</b>	<b>2 157 201,97</b>	<b>7 154 642,70</b>
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 306 455,30	6 925 770,46	0,00	380 684,84
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	30 000,00	23 170,67	0,00	6 829,33
18	Cpte de liaison : affectation (BA, régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	2 503 558,00		0,00	
<b>Total des recettes financières</b>		<b>9 840 013,30</b>	<b>6 948 941,13</b>	<b>0,00</b>	<b>2 891 072,17</b>
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	470 000,00	0,00	0,00	470 000,00
<b>Total des recettes réelles</b>		<b>26 783 537,39</b>	<b>14 110 620,55</b>	<b>2 157 201,97</b>	<b>10 515 714,87</b>
021	Virement de la section de fonctionnement (4)	3 240 000,00			
040	Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)	3 400 000,00	5 274 697,94		-1 874 697,94
041	Opérations patrimoniales (8)	7 110 000,00	22 487,23		7 087 512,77
<b>Total des recettes d'ordre</b>		<b>13 750 000,00</b>	<b>5 297 185,17</b>		<b>8 452 814,83</b>
<b>Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté</b>		<b>222 004,44</b>			
<b>Total des recettes d'investissement cumulées</b>		<b>40 755 541,83</b>	<b>19 629 810,16</b>	<b>2 157 201,97</b>	<b>18 968 529,70</b>

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

L'année écoulée s'inscrit dans une trajectoire de performance financière consolidée. En effet, la commune a su contenir ses charges tout en optimisant la mobilisation des recettes disponibles.

### Évolution pluriannuelle du fonctionnement (2020–2024) :

- Les **dépenses de fonctionnement** sont passées de **48,6 M€ en 2020** à **56,04 M€ en 2024**, soit une hausse maîtrisée de **+15,3 %** en cinq ans.
- Les **recettes de fonctionnement** se sont accrues de **46,29 M€ à 59,80 M€**, soit une augmentation de **+29,2 %**, traduisant une gestion dynamique des ressources fiscales et des concours publics.

Cette évolution a permis de dégager un excédent de fonctionnement de **5,43 M€** pour l'exercice 2024.

### Les opérations d'investissement 2024 :

En section d'investissement, les dépenses réelles s'élèvent à **17.758 M€**, complétées par **7.407 M€** de restes à réaliser, tandis que les recettes effectives atteignent **14.110 M€** avec **2.157 M€** en recettes à recouvrer. Le solde des opérations d'investissement présente donc un besoin de financement compensé par l'excédent de fonctionnement.

Les principaux postes d'investissements ont porté sur :

Liste des opérations (+100k€)	Dépenses budgétées	CA2024 dépenses	RAR 2024 dépenses	Recettes Budgétées	CA2024 recettes	RAR 2024 recettes
11813 OPERATION COEUR DE VILLE	3 231 211,00	2 157 364,37	0,00	2 931 993,00	319 066,72	0,00
16803 PORTAGE EPFR IMMOBILISE	2 137 611,34	1 892 579,36	407 885,86	0,00	1 389 913,05	0,00
21803A PROLONGEMENT VOIE VERTE RUE HANOI A PABLO NERUDA	1 145 000,00	1 045 551,04	0,00	1 039 064,00	451 988,72	0,00
19501 REHABILITATION BATIMENT DU CCAS	1 454 937,23	757 343,11	2 028 215,09	1 009 712,00	276 000,00	336 000,00
21112 DEPLACEMENT POLICE MUNICIPALE	629 260,91	606 800,62	587 138,63	566 566,00	197 368,53	754 122,00
15215 ACQUISITIONS MODULAIRES	570 543,00	553 689,90	562 521,03	467 200,21	387 795,57	546 514,85
21205A CUISINE CENTRALE	420 000,00	401 089,78	0,00			
16402 ESPACE LUDIQUÉ ET PAYSAGER DE MOULIN JOLI	436 040,00	391 737,38	0,00	559 347,34	324 464,94	794 229,88
16806 TRAVAUX D'ÉTANCHEITÉ DES BATIMENTS COMMUNAUX	484 791,92	388 992,64	166 783,93	423 586,00	0,00	313 172,00
21204 CREATION ECOLE MATERNELLE 6 CLASSES JULES JORON	400 000,00	367 724,93	400 000,00			
21207 RENOVATION ECOLE AUGUSTE LACAUSSE	389 733,49	335 115,50	703 033,33	332 400,00	265 920,00	398 880,00
12802 AMENAGEMENT DU LITTORAL	310 000,00	305 004,99	0,00	200 000,00	0,00	0,00
20206 MISE AUX NORMES SANITAIRES DANS LES ECOLES	338 017,15	230 197,13	420 300,28	352 564,77	352 564,77	325 564,77
20401 REHABILITATION PLATEAU BLEU Y. GAGARINE A COLLEGE R	322 332,12	225 413,37	299 477,87	503 000,00	503 438,60	0,00
06814 RECONSTITUTION DE LA PISTE RIVIERE DES GALETS	423 207,50	213 902,16	33 208,99	360 000,00	133 468,80	0,00
18802 PROGRAMME VOIRIE COMMUNALE	555 767,27	167 173,58	290 711,99	480 000,00	0,00	0,00
REGIE TRAVAUX EN REGIE	440 475,85	131 830,39	32 201,97			
22401 AMENAGEMENT DE TERRAIN DE BASKET 3*3	201 882,50	124 738,91	84 393,12	84 000,00	0,00	84 000,00
14224 GROUPE SCOLAIRE COEUR DE VILLE SIMONE VEIL	160 000,00	112 047,18	0,00			
21410 REHABILITATION SYNTHETIQUE ARISTE BOLON	106 875,00	110 123,91	22 559,32			
19808A VOIE DIRECTE NORD	444 266,00	101 785,06	0,00	104 443,75	0,00	0,00

### Les indicateurs financiers

L'épargne brute s'élève à 6,381M€ (7,491M€ en 2023) pour une épargne nette de 2,500M€ (3,699M€ en 2023).

La capacité de remboursement des emprunts est de 7,46 années (6,7 ans en 2023).

Globalement les indicateurs restent bons malgré un recul constaté par rapport à 2023. La ville a su faire face à fiscalité constante, à des dépenses de fonctionnement soumises à des tensions

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

notamment sur chapitre 012-charges de personnel +8,2% en 2024 et 011-charges à caractère général +10,4%.

La maquette budgétaire présentant le détail des opérations ainsi qu'une note de synthèse sont présentées dans les documents jointes en annexe.

La commission Ressources et Moyens réunie le 13 juin 2025 a émis un avis favorable.

### Le Conseil municipal,

**À l'UNANIMITÉ des suffrages exprimés : 26 votes Pour et 4 Abstentions : Fabiola LAGOURDE (+ procuration Gilles HUBERT), Édmée DUFOUR, Mireille GERBITH**

- **Acte la présentation faite du Compte Administratif 2024 du Budget Principal ;**
- **Constate les identités de valeurs avec les indications du Compte de Gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et crédits portés aux différents comptes ;**
- **Reconnaît la sincérité des restes à réaliser ;**
- **Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus ;**
- **Autorise le Maire ou toute personne habilitée à signer tout acte afférent à cette affaire.**

---

Fait et clos les jour, mois et an que dessus et ont signé après lecture les membres présents.

Le secrétaire de séance



Armand VIENNE

Le Maire



Vanessa MIRANVILLE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- À compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- Deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.